



À : Négociateurs de la Chine à la conférence des Nations unies sur le changement climatique  
Objet : Briefing sur les objectifs des négociations

## Objectifs

L'Inde cherche à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Nous devons donc décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, les émissions de la Chine augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation.**
3. **De combien, nous voulons contribuer au, ou recevoir du, Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

## Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Notre principal objectif est d'améliorer le niveau de vie des indiens, qui est bien en deçà de celui des pays développés ainsi que de la Chine.

### Opinion publique

Notre peuple, comme tous les peuples, veut vivre dans un environnement sain, mais veut aussi augmenter son niveau de vie : avec un environnement sain, nous entendons aussi les emplois, le logement, la nourriture, le système de santé, la mobilité et la sécurité nationale. Un grand nombre de nos citoyens admettent que le changement climatique est réel, cependant, ils sont beaucoup moins à soutenir un accord pour en résoudre les risques associés. Faire reculer la pauvreté est notre première priorité.

### Forêts et utilisation des sols

Nous avons aussi l'opportunité de réduire nos émissions de GES à travers le programme REDD (Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts). Les principales forêts tropicales qui subsistent, se situent dans les pays en développement malheureusement la déforestation y est substantielle. Les programmes pour protéger les forêts peuvent réduire les émissions globales et pourraient être financés par les pays riches.

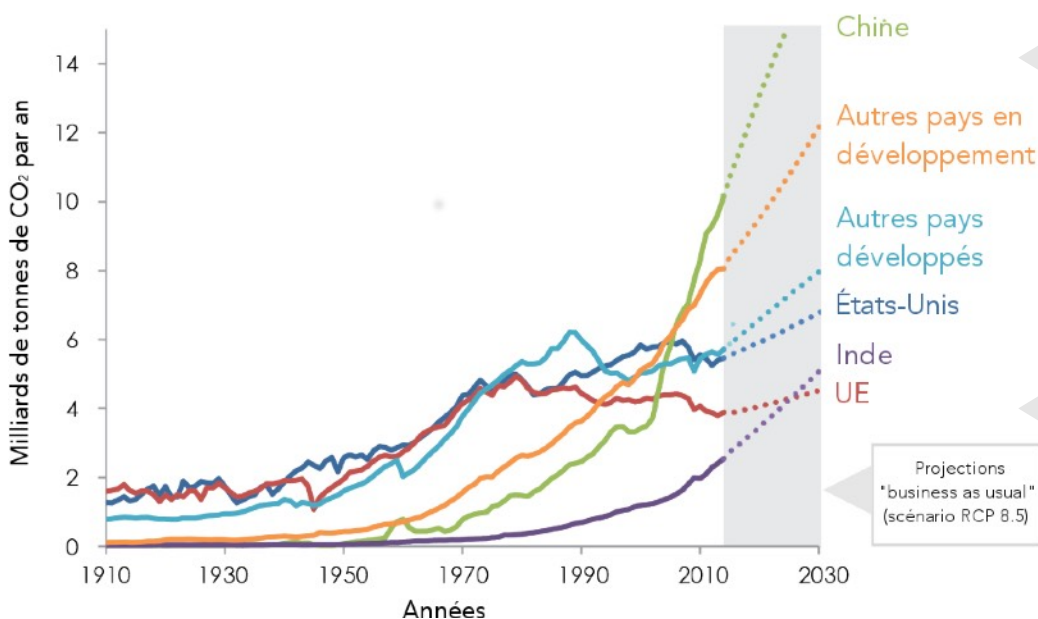
### Action nationale

En 2015, nous nous sommes engagés auprès de l'ONU à augmenter nos capacités de génération d'énergies non carbonées de 30% à 40% d'ici 2030, sous condition d'aides internationales. Nous devons encore nous engager à d'importantes réductions d'émissions et nous sommes préoccupés par la pression croissante exercée sur notre pays alors que nous devons sortir de la pauvreté une large part de notre population. Le développement des énergies propres en vue de limiter les émissions de GES offrira d'autres bénéfices comme celui d'améliorer la qualité de l'air et de fournir de l'électricité dans des régions d'Inde reculées que le réseau électrique traditionnel ne peut atteindre. Prendre davantage l'initiative dans la lutte contre le changement climatique peut aussi avoir, pour l'Inde, des bénéfices en termes politiques. Cependant, nous devons défendre notre droit à nous développer et à sortir notre population de la pauvreté. Nous sommes prêts à prendre notre part de responsabilité, mais les pays riches de la planète doivent s'accorder sur des actions significatives, à la hauteur de leurs contributions passées à ce problème. Nous ne paierons pas le prix de leurs émissions passées.

## Contexte international

- Les nations développées nous pousserons à réduire nos émissions car notre population excède un milliard d'habitants mais aussi parce que notre économie et nos émissions en GES croissent plus rapidement que les leurs. Cependant, le taux d'émission par personne dans ces pays est bien plus élevé que le nôtre (le taux d'émission par personne aux États-Unis est 9 fois plus important qu'en Inde !) Ainsi, tout accord pour limiter le changement climatique qui ferait peser sur nous le plus grand fardeau n'est pas acceptable.
- Les pays développés ressentent et craignent le rapide développement économique que nous connaissons enfin aujourd'hui. Ils pensent qu'ils peuvent utiliser un accord sur le changement climatique pour ralentir notre croissance, limiter les marchés pour nos produits et restreindre notre grandissante influence diplomatique et militaire à travers le monde.
- Les pays développés sont les responsables de la crise climatique et doivent prendre la responsabilité de leurs actions passées. Ces pays ont utilisé les énergies fossiles pour construire leurs économies et enrichir leurs populations, souvent en exploitant nos propres ressources naturelles. Alors que beaucoup d'indiens continuent de vivre dans la pauvreté, les pays développés vont demander que nous diminuions nos émissions avant que notre population puisse avoir une chance d'atteindre le niveau de développement économique dont ils jouissent aujourd'hui.

## Émissions de CO<sub>2</sub> issues des combustibles fossiles et du ciment

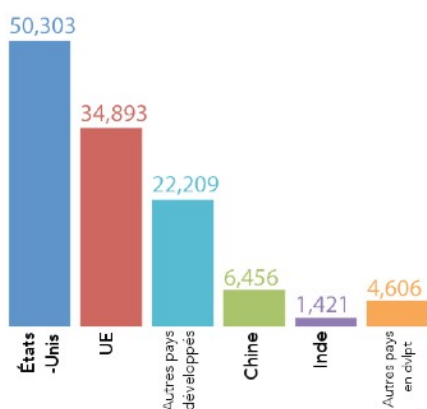


La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

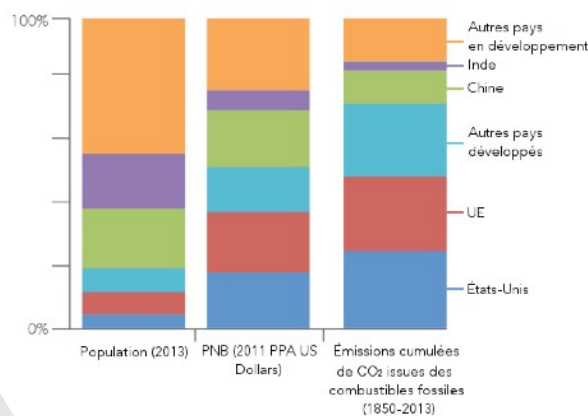
Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986.

La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

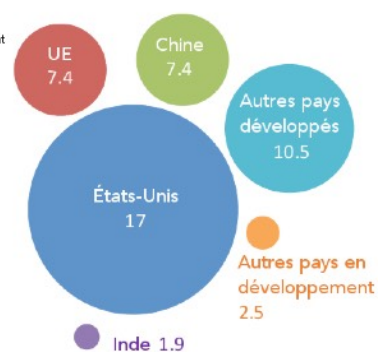
## PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



## Population, richesse et émissions cumulées



## Émissions par personne 2013 (tonnes de CO<sub>2</sub> par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dévelpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO<sub>2</sub> par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).